

## Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna au 31 mars 2014

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon les perspectives de l'économie mondiale publiées par le Fonds monétaire international en avril 2014, la croissance mondiale s'est accélérée au second semestre 2013 pour atteindre 3,6 %, soit une hausse marquée par rapport aux 2,6 % enregistrés lors du semestre précédent. Cette accélération provient, pour majeure partie, des pays avancés, tandis que la croissance des pays émergents n'a progressé que modestement. Toujours selon le FMI, l'économie mondiale devrait s'affermir pour atteindre 3,6 % sur l'ensemble de l'année 2014 (après +3,0 % en 2013, +3,2 % en 2012 et +3,9 % en 2011).

Dans la zone euro, la croissance est en hausse au premier trimestre 2014, avec un PIB qui augmente de 0,2 %. Après une progression de 0,2 % au quatrième trimestre 2013, le PIB français stagne (+0,0 %) au premier trimestre 2014. Cette stabilité s'explique principalement par la légère augmentation de la production (la production totale de biens et services croît de 0,2 %) alors que la consommation se replie (les dépenses de consommation des ménages reculent de 0,5 %) et que le solde extérieur contribue négativement à l'évolution du PIB (-0,2 point).

Lors de sa réunion du 5 juin 2014, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de 10 points de base à 0,15 %, le taux de la facilité de prêt marginal de 35 points de base à 0,40 % et le taux de la facilité de dépôt de 10 points de base à -0,10 % (soit un taux négatif). Ces baisses de taux sont accompagnées d'un ensemble d'autres mesures visant à soutenir l'économie réelle et à améliorer le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire. Lors de sa conférence de presse, M. DRAGHI a indiqué que : « Prises dans leur ensemble, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de 2 %. (...) S'agissant de nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE, compte tenu des perspectives d'inflation, ces taux resteront à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée. (...) De plus, si nécessaire, la politique monétaire pourra de nouveau être rapidement assouplie. Le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat s'il devenait nécessaire de faire face à des risques supplémentaires d'une période trop prolongée de faible inflation. ».

### SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

Alors que l'activité économique sur le Territoire est portée par la consommation des ménages au cours du premier trimestre, l'activité bancaire présente quant à elle les signes d'un ralentissement. La production de crédit diminue, aussi bien pour les entreprises que pour les ménages, et la collecte de dépôts se contracte.

#### Baisse de l'encours de crédit

L'activité bancaire affiche un ralentissement au premier trimestre 2014. L'encours des crédits **octroyés par l'établissement de crédit local** diminue sur le trimestre (-5,1 %, contre +2,4 % au 31 décembre 2013) et s'élève désormais à 1,75 milliard de F CFP. Pour mémoire, il avait atteint le niveau record de 1,85 milliard de F CFP au trimestre précédent. L'encours des crédits est également en baisse en glissement annuel (-2,8 %).

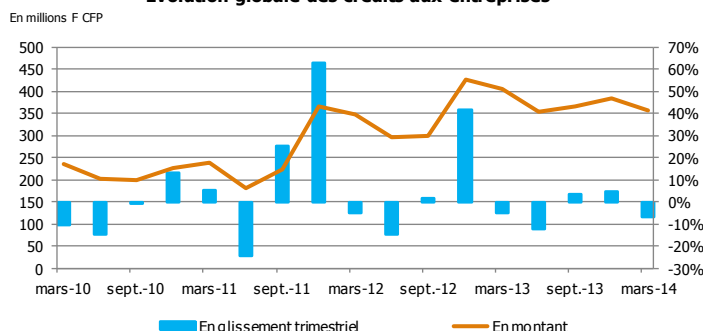
#### Recul de l'encours des crédits aux entreprises

À fin mars, l'encours des **crédits accordés aux entreprises** par la banque locale s'élève à 357 millions de F CFP, en diminution de 6,7 % par rapport au trimestre précédent.

L'encours des crédits d'exploitation, qui atteint 24 millions de F CFP contre 36 millions de F CFP au 31 décembre 2013, chute de 32,7 % sur le trimestre. L'encours des crédits d'investissement (68 millions de F CFP) se contracte de 8,3 % par rapport à fin décembre. Les encours des crédits à l'habitat et des autres crédits, qui représentent conjointement près de 75 % de l'encours des crédits octroyés aux entreprises, diminuent de façon plus modérée (respectivement -2,4 % et -3,4 %).

En rythme annuel, les concours aux entreprises se replient de 11,8 %.

Évolution globale des crédits aux entreprises

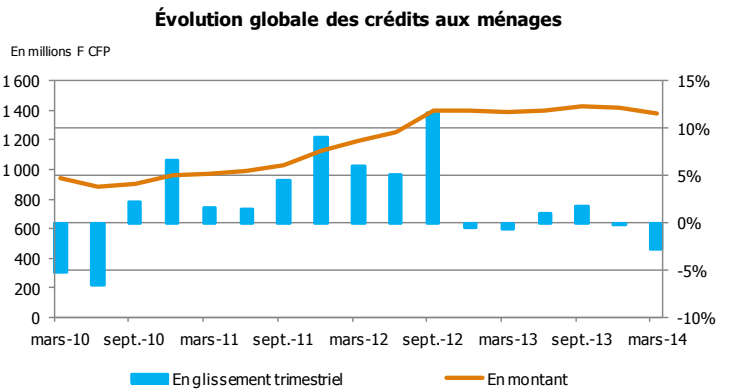


## Baisse de la demande de financement des ménages

Au 31 mars 2014, l'encours des **crédits accordés aux ménages** s'élève à 1,38 milliard de F CFP, affichant un recul de 2,7 % en rythme trimestriel. Il se maintient toutefois au même niveau en glissement annuel (-0,1 % par rapport au 31 mars 2013).

L'encours des **crédits à la consommation**, qui représente plus de 88 % de l'encours total des crédits aux ménages, diminue de 2,4 % ce trimestre pour atteindre 1,22 milliard de F CFP. Sur l'année, il demeure toutefois en progression de 2,4 %.

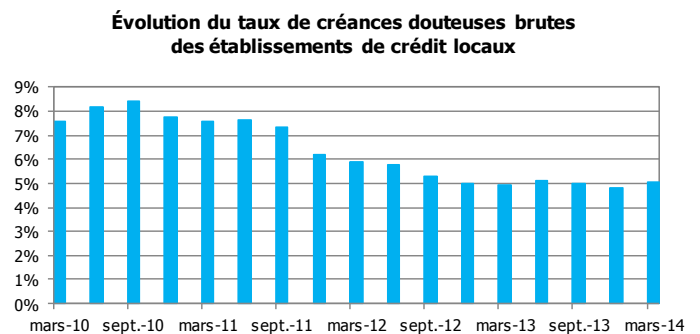
L'encours des **crédits à l'habitat** est en constante diminution depuis septembre 2012. Il atteint 164 millions de F CFP au 31 mars 2014, en recul de 5,5 % en glissement trimestriel et de 15,3 % sur l'année.



## Une sinistralité en légère augmentation

La banque affiche un taux de **créances douteuses** de 5,0 % au 31 mars, en progression de 0,3 point sur le trimestre. Cependant, l'encours des créances douteuses brutes, qui s'élève à 92,7 millions de F CFP, est en repli de 0,4 % sur le trimestre et de 1,5 % en rythme annuel.

La qualité du portefeuille de l'établissement de crédit local demeure globalement stable depuis décembre 2012.



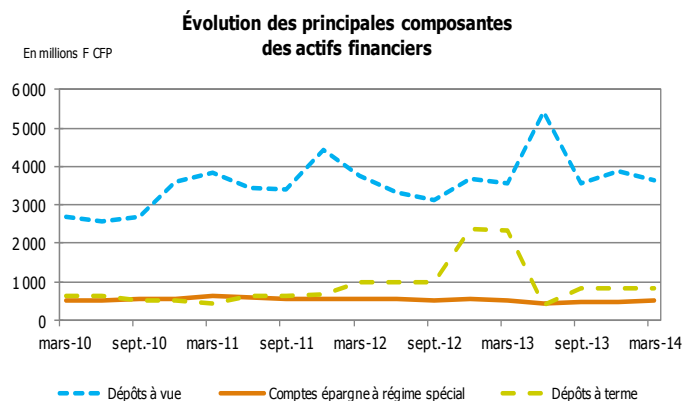
## Baisse des actifs financiers collectés par le système bancaire local

Au 31 mars, l'**encours total des dépôts locaux** s'établit à 4,95 milliards de F CFP, en recul de 4,5 % par rapport au trimestre précédent.

Cette évolution s'explique par la diminution de l'**encours des dépôts à vue** (-6,5 %), lesquels représentent 73 % des actifs financiers gérés localement, soit 3,62 milliards de F CFP. La collecte auprès des ménages (1,40 milliard de F CFP à fin mars) enregistre la plus forte baisse en rythme trimestriel (-11,5 %). Les dépôts à vue collectés auprès des entreprises (1,50 milliard de F CFP) diminuent également de manière sensible (-8,7 %). Seules les collectivités locales affichent une progression de leurs dépôts à vue ce trimestre (719 millions de F CFP, +11,2 %).

**Les dépôts à terme** (820 millions de F CFP) se contractent modérément au cours des trois derniers mois (-1,2 %). Ils représentent 16,6 % des dépôts locaux.

Enfin, l'**encours des comptes épargne à régime spécial** (514 millions de F CFP) est en progression de 5,5 % par rapport à fin décembre 2013. Le poids de ces placements dans le volume global des dépôts locaux reste modéré (10,4 %).



## Les autres placements auprès du système bancaire local

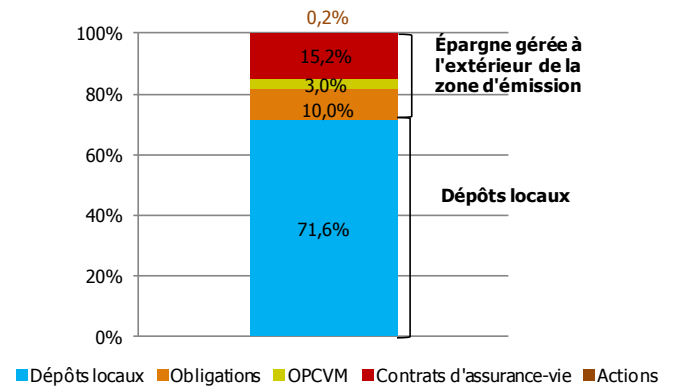
Parallèlement, le système bancaire local collecte d'autres placements financiers (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations...), non transformables pour leur activité de financement. Ils représentent 28,4 % de l'ensemble des actifs financiers.

Ces avoirs demeurent relativement stables par rapport au trimestre précédent (-0,8 %) et atteignent 1,96 milliard de F CFP. Les **contrats d'assurance-vie**, qui représentent 53 % des placements, progressent de 6,2 % sur le trimestre. Il en est de même pour les **obligations** (+1,2 %), lesquelles représentent 35 % des placements. Les autres placements auprès du système bancaire local (**actions**, **OPCVM monétaires** et **OPCVM non monétaires**) affichent quant à eux des encours en baisse ce trimestre (respectivement de -1,5 %, -24,5 % et -33,9 %).

Sur l'année, ces placements gérés hors de la zone d'émission sont en repli de 8,9 %.

Au final, **l'ensemble des dépôts auprès du système bancaire local** s'élève à 6,92 milliards de F CFP à fin mars, en baisse de 3,5 % sur le trimestre.

Répartition des dépôts

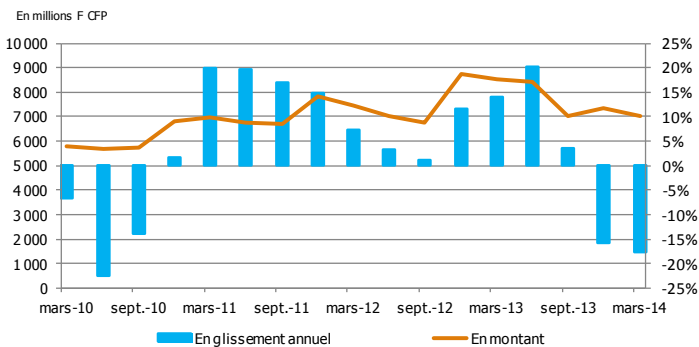


## Le solde emplois-ressources de la banque locale

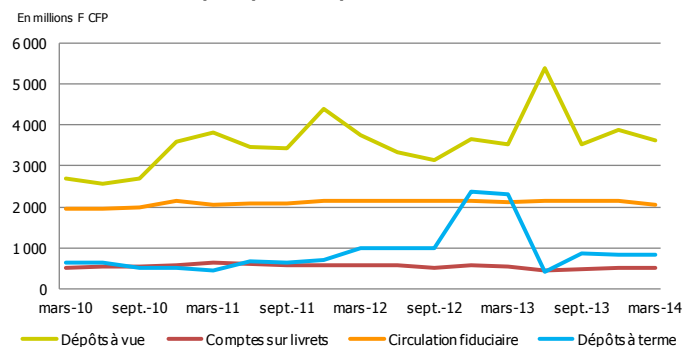
### Baisse de la masse monétaire sur le trimestre

La **masse monétaire M3** diminue de 4,5 % au premier trimestre 2014, pour s'établir à 7,02 milliards de F CFP (contre 7,35 milliards de F CFP à fin décembre). Cette évolution est principalement imputable au recul des **dépôts à vue** (3,62 milliards de F CFP contre 3,87 milliards de F CFP au 31 décembre, soit une baisse de 6,5 %). L'encours des **comptes sur livrets** (514 millions de F CFP) affichent une progression de 5,5 % sur les trois derniers mois. Les **dépôts à terme** diminuent légèrement (-1,2 %) pour atteindre 820 millions de F CFP. En rythme annuel, la masse monétaire se replie de 17,6 %, fortement impactée par la décision d'un organisme local de placer ses excédents de trésorerie (1,5 milliard de F CFP) auprès d'un établissement de crédit situé hors de la zone d'émission.

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire



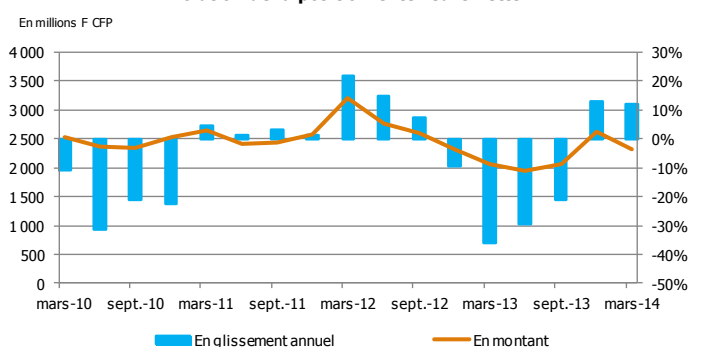
### Recul de la position extérieure nette

À fin mars, les **ressources du système bancaire local** s'élèvent à 4,67 milliards de F CFP, en diminution de 6,0 % sur le trimestre. Elles concourent à 39,5 % au financement de l'activité de crédit et sont essentiellement issues des dépôts collectés (85,3 % du total).

Le **solde emplois-ressources clientèle** de la banque ressort en baisse de 8,7 % pour s'établir à 2,14 milliards de F CFP, sous l'effet d'une diminution plus importante des dépôts collectés comparativement à celle des encours de crédit sur le trimestre (-6,9 % contre -4,9 %).

La **position extérieure nette** (différence entre les avoirs et les engagements situés hors zone d'émission) s'élève ainsi à 2,31 milliards de F CFP, en diminution de 12,2 % en rythme trimestriel (+12,1 % sur l'année).

Évolution de la position extérieure nette



# ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

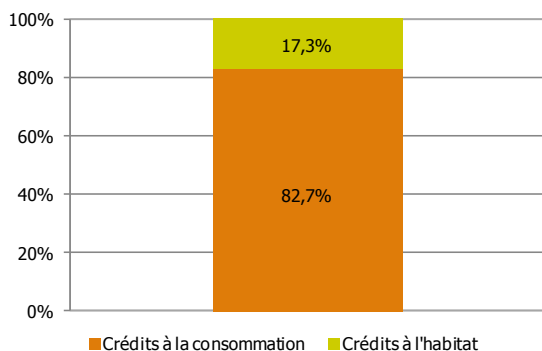
Parallèlement aux opérations enregistrées auprès du système bancaire local, les agents économiques sollicitent des financements auprès d'établissements de crédit situés hors du Territoire, notamment en Nouvelle-Calédonie.

L'encours sain des **concours accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant sur le Territoire** s'établit à 3,93 milliards de F CFP à fin mars 2014, en recul de 5,7 % sur le trimestre (-8,3 % sur l'année). Les **concours accordés aux entreprises** (2,20 milliards de F CFP) se contractent de 7,2 % en rythme trimestriel (-10,8 % sur l'année). Ils sont constitués à 85,2 % de crédits à l'investissement. Les **crédits octroyés aux ménages** (1,48 milliard de F CFP) enregistrent une baisse de 3,6 % au cours des trois derniers mois. Les crédits à la consommation, qui représentent 82,7 % des crédits aux ménages, baissent de 2,4 % par rapport au trimestre précédent. Exclusivement dédiés à l'investissement, les **concours aux collectivités locales** se maintiennent au même niveau.

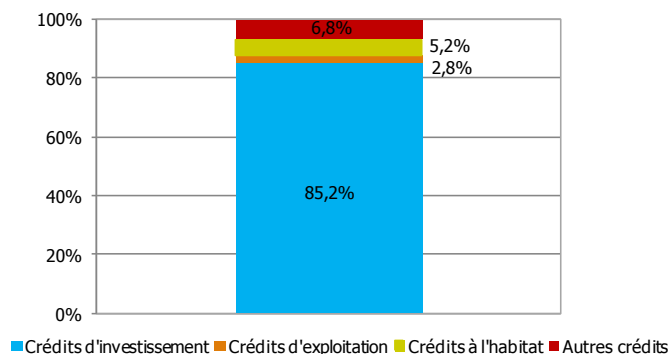
L'encours des **créances douteuses brutes de l'ensemble des établissements bancaires** s'élève à 461 millions de F CFP, en recul de 1,7 % sur le trimestre (-2,7 % sur l'année). Néanmoins, le taux de créances douteuses (10,5 %) ressort en légère hausse (+0,4 point par rapport à fin décembre) sous l'effet d'une diminution moins importante de l'encours des créances douteuses comparativement à celle de l'encours des crédits accordés.

Les **financements accordés par les établissements situés hors de la zone d'émission** (2,17 milliards de F CFP) se contractent de 6,2 % sur le trimestre (-12,4 % sur l'année). Leur part de marché demeure néanmoins relativement stable à 55,4 % (-0,3 point par rapport au quatrième trimestre 2013).

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



## MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

## Le système bancaire local

### Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	1 938	2 063	2 159	2 120	2 139	2 133	2 158	2 064	-4,3%	-2,7%
<i>Billets</i>	<i>1 937</i>	<i>2 063</i>	<i>2 159</i>	<i>2 122</i>	<i>2 140</i>	<i>2 133</i>	<i>2 157</i>	<i>2 065</i>	<i>-4,3%</i>	<i>-2,7%</i>
<i>Pièces</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>-1</i>	<i>-1</i>	<i>-1</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-1</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
Dépôts à vue	2 699	3 838	3 766	3 547	5 407	3 547	3 872	3 619	-6,5%	2,0%
<b>TOTAL M1</b>	<b>4 637</b>	<b>5 901</b>	<b>5 924</b>	<b>5 667</b>	<b>7 546</b>	<b>5 680</b>	<b>6 029</b>	<b>5 683</b>	<b>-5,7%</b>	<b>0,3%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>515</b>	<b>616</b>	<b>552</b>	<b>532</b>	<b>448</b>	<b>482</b>	<b>487</b>	<b>514</b>	<b>5,5%</b>	<b>-3,4%</b>
Comptes sur livrets	515	616	552	532	448	482	487	514	5,5%	-3,4%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>TOTAL M2</b>	<b>5 152</b>	<b>6 516</b>	<b>6 477</b>	<b>6 199</b>	<b>7 994</b>	<b>6 163</b>	<b>6 516</b>	<b>6 197</b>	<b>-4,9%</b>	<b>0,0%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>644</b>	<b>435</b>	<b>984</b>	<b>2 314</b>	<b>412</b>	<b>841</b>	<b>830</b>	<b>820</b>	<b>-1,2%</b>	<b>-64,6%</b>
Dépôts à terme	644	435	984	2 314	412	841	830	820	-1,2%	-64,6%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>TOTAL M3</b>	<b>5 796</b>	<b>6 952</b>	<b>7 461</b>	<b>8 513</b>	<b>8 406</b>	<b>7 004</b>	<b>7 347</b>	<b>7 017</b>	<b>-4,5%</b>	<b>-17,6%</b>
<b>P1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>M3+P1</b>	<b>5 796</b>	<b>6 952</b>	<b>7 461</b>	<b>8 513</b>	<b>8 406</b>	<b>7 004</b>	<b>7 347</b>	<b>7 017</b>	<b>-4,5%</b>	<b>-17,6%</b>

### Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>6 564</b>	<b>6 135</b>	<b>7 058</b>	<b>7 117</b>	<b>6 556</b>	<b>7 184</b>	<b>7 369</b>	<b>7 247</b>	<b>-1,6%</b>	<b>1,8%</b>
Institut d'émission	3 769	3 314	3 631	5 060	4 619	4 908	4 741	4 941	4,2%	-2,4%
Établissements de crédit	2 796	2 821	3 427	2 057	1 938	2 276	2 628	2 307	-12,2%	12,1%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>608</b>	<b>1 410</b>	<b>834</b>	<b>1 006</b>	<b>930</b>	<b>851</b>	<b>826</b>	<b>868</b>	<b>5,2%</b>	<b>-13,7%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>-1 376</b>	<b>-593</b>	<b>-431</b>	<b>390</b>	<b>920</b>	<b>-1 031</b>	<b>-848</b>	<b>-1 099</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 281	1 325	1 651	1 897	1 862	1 898	1 940	1 845	-4,9%	-2,7%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	2 657	1 918	2 082	1 507	942	2 929	2 788	2 944	5,6%	95,3%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>622</i>	<i>587</i>	<i>595</i>	<i>597</i>	<i>598</i>	<i>598</i>	<i>600</i>	<i>601</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,6%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>95</i>	<i>96</i>	<i>91</i>	<i>89</i>	<i>88</i>	<i>87</i>	<i>86</i>	<i>86</i>	<i>-0,3%</i>	<i>-3,2%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>276</i>	<i>182</i>	<i>212</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>222</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Divers</i>	<i>1 664</i>	<i>1 052</i>	<i>1 184</i>	<i>821</i>	<i>256</i>	<i>2 021</i>	<i>2 101</i>	<i>2 258</i>	<i>7,4%</i>	<i>174,9%</i>
<b>Total M3</b>	<b>5 796</b>	<b>6 952</b>	<b>7 461</b>	<b>8 513</b>	<b>8 406</b>	<b>7 004</b>	<b>7 347</b>	<b>7 017</b>	<b>-4,5%</b>	<b>-17,6%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>2 520</b>	<b>2 639</b>	<b>3 215</b>	<b>2 057</b>	<b>1 938</b>	<b>2 054</b>	<b>2 628</b>	<b>2 307</b>	<b>-12,2%</b>	<b>12,1%</b>

### Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>3 935</b>	<b>4 080</b>	<b>5 014</b>	<b>5 961</b>	<b>5 888</b>	<b>4 600</b>	<b>4 970</b>	<b>4 674</b>	<b>-6,0%</b>	<b>-21,6%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	1 850	1 934	441	271	362	33,5%	-80,4%
Crédits bruts	1 281	1 325	1 651	1 897	1 862	1 898	1 940	1 845	-4,9%	-2,7%
Réserves obligatoires et libres	134	116	149	157	155	207	132	160	21,8%	2,3%
Position extérieure nette des EC (si positive)	2 520	2 639	3 215	2 057	1 938	2 054	2 628	2 307	-12,2%	12,1%
<b>Ressources</b>	<b>3 934</b>	<b>4 080</b>	<b>5 014</b>	<b>5 961</b>	<b>5 888</b>	<b>4 600</b>	<b>4 970</b>	<b>4 674</b>	<b>-6,0%</b>	<b>-21,6%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	3 171	3 373	4 309	5 275	5 202	3 914	4 284	3 987	-6,9%	-24,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	717	683	686	686	686	685	686	687	0,1%	0,1%
Excédent des opérations diverses des EC	46	23	18	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Réesc compte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
<b>Excédent emplois-ressources clientèle</b>	<b>1 890</b>	<b>2 048</b>	<b>2 658</b>	<b>3 378</b>	<b>3 340</b>	<b>2 017</b>	<b>2 344</b>	<b>2 141</b>	<b>-8,7%</b>	<b>-36,6%</b>

## Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>1 797,6</b>	<b>1 433,9</b>	<b>1 859,9</b>	<b>1 639,6</b>	<b>1 535,4</b>	<b>1 614,2</b>	<b>1 805,8</b>	<b>1 625,9</b>	<b>-10,0%</b>	<b>-0,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 243,1</b>	<b>1 154,3</b>	<b>1 688,3</b>	<b>1 236,5</b>	<b>1 032,1</b>	<b>1 301,0</b>	<b>1 642,7</b>	<b>1 499,8</b>	<b>-8,7%</b>	<b>21,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>374,1</b>	<b>279,6</b>	<b>171,6</b>	<b>403,2</b>	<b>503,2</b>	<b>313,2</b>	<b>163,1</b>	<b>126,1</b>	<b>-22,7%</b>	<b>-68,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	374,1	279,6	171,6	403,2	503,2	313,2	163,1	126,1	-22,7%	-68,7%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>351,5</i>	<i>97,2</i>	<i>22,0</i>	<i>12,0</i>	<i>112,1</i>	<i>12,0</i>	<i>12,0</i>	<i>12,0</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>22,6</i>	<i>182,3</i>	<i>149,6</i>	<i>391,2</i>	<i>391,2</i>	<i>301,2</i>	<i>151,1</i>	<i>114,1</i>	<i>-24,5%</i>	<i>-70,8%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>180,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Ménages</b>	<b>2 518,8</b>	<b>3 036,1</b>	<b>3 023,2</b>	<b>3 021,6</b>	<b>3 066,1</b>	<b>3 144,8</b>	<b>3 252,3</b>	<b>3 103,4</b>	<b>-4,6%</b>	<b>2,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 011,7</b>	<b>1 368,6</b>	<b>1 364,6</b>	<b>1 365,9</b>	<b>1 462,4</b>	<b>1 498,1</b>	<b>1 581,7</b>	<b>1 399,6</b>	<b>-11,5%</b>	<b>2,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>595,2</b>	<b>626,7</b>	<b>614,3</b>	<b>551,0</b>	<b>494,1</b>	<b>519,8</b>	<b>527,3</b>	<b>547,2</b>	<b>3,8%</b>	<b>-0,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	494,0	568,0	526,2	486,6	420,0	446,1	453,9	483,6	6,6%	-0,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>494,0</i>	<i>568,0</i>	<i>526,2</i>	<i>486,6</i>	<i>420,0</i>	<i>446,1</i>	<i>453,9</i>	<i>483,6</i>	<i>6,6%</i>	<i>-0,6%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	101,2	58,7	88,2	64,4	74,2	73,7	73,4	63,6	-13,4%	-1,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>13,4</i>	<i>58,7</i>	<i>88,2</i>	<i>64,4</i>	<i>74,2</i>	<i>73,7</i>	<i>73,4</i>	<i>63,6</i>	<i>-13,4%</i>	<i>-1,2%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>87,8</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>911,9</b>	<b>1 040,8</b>	<b>1 044,3</b>	<b>1 104,8</b>	<b>1 109,5</b>	<b>1 126,9</b>	<b>1 143,2</b>	<b>1 156,6</b>	<b>1,2%</b>	<b>4,7%</b>
<i>dont actions</i>	<i>15,4</i>	<i>14,1</i>	<i>12,2</i>	<i>14,2</i>	<i>14,0</i>	<i>15,8</i>	<i>16,3</i>	<i>16,1</i>	<i>-1,5%</i>	<i>13,4%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>70,0</i>	<i>104,1</i>	<i>113,2</i>	<i>137,6</i>	<i>131,7</i>	<i>138,1</i>	<i>141,3</i>	<i>93,4</i>	<i>-33,9%</i>	<i>-32,1%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>826,5</i>	<i>922,7</i>	<i>918,9</i>	<i>953,0</i>	<i>963,8</i>	<i>973,1</i>	<i>985,6</i>	<i>1 047,1</i>	<i>6,2%</i>	<i>9,9%</i>
<b>Autres agents</b>	<b>3 835,4</b>	<b>3 886,0</b>	<b>3 677,6</b>	<b>3 886,4</b>	<b>3 836,9</b>	<b>2 219,7</b>	<b>2 110,1</b>	<b>2 187,9</b>	<b>3,7%</b>	<b>-43,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>444,2</b>	<b>1 314,8</b>	<b>712,9</b>	<b>944,2</b>	<b>2 912,4</b>	<b>748,2</b>	<b>647,2</b>	<b>719,4</b>	<b>11,2%</b>	<b>-23,8%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 179,8</b>	<b>1 763,1</b>	<b>2 336,7</b>	<b>2 283,5</b>	<b>253,8</b>	<b>792,1</b>	<b>778,1</b>	<b>775,2</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-66,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	21,3	47,5	26,1	45,9	28,2	36,4	33,4	30,5	-8,7%	-33,5%
Placements indexés sur les taux de marché	2 158,6	1 715,6	2 310,6	2 237,6	225,7	755,7	744,7	744,7	0,0%	-66,7%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>279,0</i>	<i>279,2</i>	<i>874,2</i>	<i>2 237,6</i>	<i>225,7</i>	<i>755,7</i>	<i>744,7</i>	<i>744,7</i>	<i>0,0%</i>	<i>-66,7%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 211,4</b>	<b>808,1</b>	<b>628,0</b>	<b>658,7</b>	<b>670,6</b>	<b>679,4</b>	<b>684,8</b>	<b>693,2</b>	<b>1,2%</b>	<b>5,2%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>8 151,7</b>	<b>8 356,0</b>	<b>8 560,8</b>	<b>8 547,7</b>	<b>8 438,3</b>	<b>6 978,7</b>	<b>7 168,2</b>	<b>6 917,1</b>	<b>-3,5%</b>	<b>-19,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 698,9</b>	<b>3 837,7</b>	<b>3 765,8</b>	<b>3 546,6</b>	<b>5 406,9</b>	<b>3 547,4</b>	<b>3 871,6</b>	<b>3 618,8</b>	<b>-6,5%</b>	<b>2,0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>3 149,1</b>	<b>2 669,4</b>	<b>3 122,7</b>	<b>3 237,6</b>	<b>1 251,2</b>	<b>1 625,1</b>	<b>1 468,5</b>	<b>1 448,5</b>	<b>-1,4%</b>	<b>-55,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	515,2	615,6	552,3	532,4	448,1	482,5	487,3	514,1	5,5%	-3,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>515,2</i>	<i>615,6</i>	<i>552,3</i>	<i>532,4</i>	<i>448,1</i>	<i>482,5</i>	<i>487,3</i>	<i>514,1</i>	<i>5,5%</i>	<i>-3,4%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	2 633,9	2 053,9	2 570,4	2 705,2	803,1	1 142,6	981,2	934,4	-4,8%	-65,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>643,9</i>	<i>435,2</i>	<i>984,4</i>	<i>2 314,0</i>	<i>411,9</i>	<i>841,4</i>	<i>830,1</i>	<i>820,3</i>	<i>-1,2%</i>	<i>-64,6%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>1 989,9</i>	<i>1 618,7</i>	<i>1 586,0</i>	<i>391,2</i>	<i>391,2</i>	<i>301,2</i>	<i>151,1</i>	<i>114,1</i>	<i>-24,5%</i>	<i>-70,8%</i>
<b>Épargne à long terme</b>	<b>2 303,7</b>	<b>1 848,9</b>	<b>1 672,3</b>	<b>1 763,5</b>	<b>1 780,2</b>	<b>1 806,2</b>	<b>1 828,1</b>	<b>1 849,8</b>	<b>1,2%</b>	<b>4,9%</b>
<i>dont actions</i>	<i>15,4</i>	<i>14,1</i>	<i>12,2</i>	<i>14,2</i>	<i>14,0</i>	<i>15,8</i>	<i>16,3</i>	<i>16,1</i>	<i>-1,5%</i>	<i>13,4%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>1 391,8</i>	<i>808,1</i>	<i>628,0</i>	<i>658,7</i>	<i>670,6</i>	<i>679,4</i>	<i>684,8</i>	<i>693,2</i>	<i>1,2%</i>	<i>5,2%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>70,0</i>	<i>104,1</i>	<i>113,2</i>	<i>137,6</i>	<i>131,7</i>	<i>138,1</i>	<i>141,3</i>	<i>93,4</i>	<i>-33,9%</i>	<i>-32,1%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>826,5</i>	<i>922,7</i>	<i>918,9</i>	<i>953,0</i>	<i>963,8</i>	<i>973,1</i>	<i>985,6</i>	<i>1 047,1</i>	<i>6,2%</i>	<i>9,9%</i>

	Montants en millions F CFP								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	<b>3 858,1</b>	<b>4 888,4</b>	<b>5 302,5</b>	<b>6 393,0</b>	<b>6 266,9</b>	<b>4 871,3</b>	<b>5 189,0</b>	<b>4 953,2</b>	<b>-4,5%</b>	<b>-22,5%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 698,9</b>	<b>3 837,7</b>	<b>3 765,8</b>	<b>3 546,6</b>	<b>5 406,9</b>	<b>3 547,4</b>	<b>3 871,6</b>	<b>3 618,8</b>	<b>-6,5%</b>	<b>2,0%</b>
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>515,2</b>	<b>615,6</b>	<b>552,3</b>	<b>532,4</b>	<b>448,1</b>	<b>482,5</b>	<b>487,3</b>	<b>514,1</b>	<b>5,5%</b>	<b>-3,4%</b>
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>515,2</i>	<i>615,6</i>	<i>552,3</i>	<i>532,4</i>	<i>448,1</i>	<i>482,5</i>	<i>487,3</i>	<i>514,1</i>	<i>5,5%</i>	<i>-3,4%</i>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>643,9</b>	<b>435,2</b>	<b>984,4</b>	<b>2 314,0</b>	<b>411,9</b>	<b>841,4</b>	<b>830,1</b>	<b>820,3</b>	<b>-1,2%</b>	<b>-64,6%</b>
<b>Bons de caisse</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Titres de créances négociables</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Placement HZE</b>	<b>4 293,7</b>	<b>3 467,6</b>	<b>3 258,3</b>	<b>2 154,7</b>	<b>2 171,4</b>	<b>2 107,4</b>	<b>1 979,2</b>	<b>1 963,9</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-8,9%</b>
<i>dont actions</i>	<i>15,4</i>	<i>14,1</i>	<i>12,2</i>	<i>14,2</i>	<i>14,0</i>	<i>15,8</i>	<i>16,3</i>	<i>16,1</i>	<i>-1,5%</i>	<i>13,4%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>1 391,8</i>	<i>808,1</i>	<i>628,0</i>	<i>658,7</i>	<i>670,6</i>	<i>679,4</i>	<i>684,8</i>	<i>693,2</i>	<i>1,2%</i>	<i>5,2%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>1 989,9</i>	<i>1 618,7</i>	<i>1 586,0</i>	<i>391,2</i>	<i>391,2</i>	<i>301,2</i>	<i>151,1</i>	<i>114,1</i>	<i>-24,5%</i>	<i>-70,8%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>70,0</i>	<i>104,1</i>	<i>113,2</i>	<i>137,6</i>	<i>131,7</i>	<i>138,1</i>	<i>141,3</i>	<i>93,4</i>	<i>-33,9%</i>	<i>-32,1%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>826,5</i>	<i>922,7</i>	<i>918,9</i>	<i>953,0</i>	<i>963,8</i>	<i>973,1</i>	<i>985,6</i>	<i>1 047,1</i>	<i>6,2%</i>	<i>9,9%</i>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>8 151,7</b>	<b>8 356,0</b>	<b>8 560,8</b>	<b>8 547,7</b>	<b>8 438,3</b>	<b>6 978,7</b>	<b>7 168,2</b>	<b>6 917,1</b>	<b>-3,5%</b>	<b>-19,1%</b>

## Les crédits à l'économie

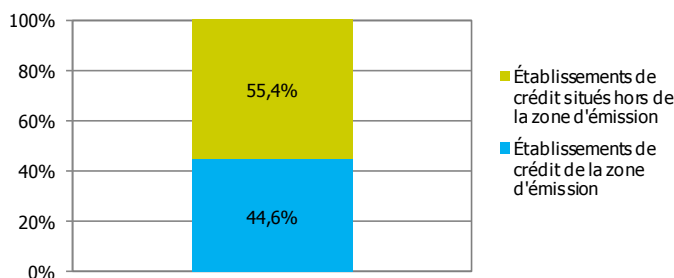
### Établissement de crédit local

	Montants en millions F CFP								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	97,3	109,8	70,8	40,1	2,0	5,1	35,7	24,0	-32,7%	-40,1%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	11,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	85,9	109,8	70,8	40,1	2,0	5,1	35,7	24,0	-32,7%	-40,1%
Crédits d'investissement	93,2	85,8	77,3	63,5	58,1	79,9	73,8	67,7	-8,3%	6,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	93,2	85,8	77,3	63,5	58,1	79,9	73,8	67,7	-8,3%	6,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	15,0	71,1	57,7	49,6	45,4	41,4	37,7	34,0	-9,9%	-31,4%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	136,0	125,5	122,8	120,1	117,3	114,5	-2,4%	-8,8%
Autres crédits	44,9	42,3	62,9	175,3	171,5	161,5	155,7	150,5	-3,4%	-14,2%
<b>Encours sain</b>	<b>235,4</b>	<b>237,9</b>	<b>347,0</b>	<b>404,4</b>	<b>354,4</b>	<b>366,5</b>	<b>382,6</b>	<b>356,8</b>	<b>-6,7%</b>	<b>-11,8%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	892,7	911,5	1 121,0	1 192,0	1 212,1	1 245,4	1 249,5	1 220,0	-2,4%	2,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	874,1	890,3	1 103,7	1 169,4	1 187,7	1 224,9	1 228,0	1 201,6	-2,1%	2,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	18,6	21,2	17,3	22,6	24,4	20,5	21,5	18,4	-14,5%	-18,7%
Crédits à l'habitat	50,0	62,4	73,2	193,7	188,2	179,1	173,6	164,0	-5,5%	-15,3%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>942,8</b>	<b>973,8</b>	<b>1 194,2</b>	<b>1 385,7</b>	<b>1 400,3</b>	<b>1 424,5</b>	<b>1 423,1</b>	<b>1 384,0</b>	<b>-2,7%</b>	<b>-0,1%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>5,8</b>	<b>12,9</b>	<b>12,3</b>	<b>12,7</b>	<b>12,2</b>	<b>12,3</b>	<b>40,8</b>	<b>12,0</b>	<b>-70,6%</b>	<b>-5,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>1 184,0</b>	<b>1 224,6</b>	<b>1 553,5</b>	<b>1 802,8</b>	<b>1 766,9</b>	<b>1 803,3</b>	<b>1 846,5</b>	<b>1 752,7</b>	<b>-5,1%</b>	<b>-2,8%</b>
Créances douteuses brutes	97,2	100,3	97,4	94,1	94,8	94,6	93,1	92,7	-0,4%	-1,5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	2,1	4,1	6,1	5,5	7,3	7,2	7,0	6,9	-2,0%	25,9%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,0	0,1	0,8	0,7	1,2	0,9	0,9	0,8	-17,5%	14,1%
<i>(dt) Ménages</i>	2,1	4,0	5,3	4,8	6,0	6,3	6,1	6,1	0,4%	27,6%
<i>Provisions</i>	95,1	96,3	91,3	88,6	87,5	87,3	86,1	85,8	-0,3%	-3,2%
<b>Encours brut total</b>	<b>1 281,2</b>	<b>1 325,0</b>	<b>1 650,9</b>	<b>1 896,9</b>	<b>1 861,6</b>	<b>1 897,9</b>	<b>1 939,6</b>	<b>1 845,5</b>	<b>-4,9%</b>	<b>-2,7%</b>
Taux de créances douteuses	7,6%	7,6%	5,9%	5,0%	5,1%	5,0%	4,8%	5,0%	0,3 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	97,8%	95,9%	93,8%	94,2%	92,3%	92,4%	92,5%	92,6%	0,2 pt	-1,6 pt

## Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions F CFP								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	98,3	112,2	70,8	81,3	17,2	76,1	111,7	61,1	-45,3%	-24,8%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	11,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	86,8	112,2	70,8	81,3	17,2	76,1	111,7	61,1	-45,3%	-24,8%
<i>Affacturation</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	1 010,0	896,2	1 216,2	2 083,6	1 936,8	2 085,6	1 985,0	1 872,9	-5,6%	-10,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 010,0	896,2	1 216,2	2 083,6	1 936,8	2 085,6	1 985,0	1 872,9	-5,6%	-10,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	19,5	74,8	60,8	52,1	47,8	43,5	39,8	35,7	-10,2%	-31,4%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	136,0	125,5	122,8	120,1	117,3	114,5	-2,4%	-8,8%
Autres crédits	44,9	42,3	62,9	175,3	171,5	161,5	155,7	150,5	-3,4%	-14,2%
<b>Encours sain</b>	<b>1 153,2</b>	<b>1 050,7</b>	<b>1 485,9</b>	<b>2 465,7</b>	<b>2 248,3</b>	<b>2 443,3</b>	<b>2 369,7</b>	<b>2 199,0</b>	<b>-7,2%</b>	<b>-10,8%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	892,7	911,5	1 121,0	1 192,0	1 212,1	1 245,4	1 249,5	1 220,0	-2,4%	2,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	874,1	890,3	1 103,7	1 169,4	1 187,7	1 224,9	1 228,0	1 201,6	-2,1%	2,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	18,6	21,2	17,3	22,6	24,4	20,5	21,5	18,4	-14,5%	-18,7%
Crédits à l'habitat	457,8	341,4	299,4	341,2	324,6	299,5	280,8	255,9	-8,9%	-25,0%
Autres crédits	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>1 353,7</b>	<b>1 252,8</b>	<b>1 420,4</b>	<b>1 533,2</b>	<b>1 536,7</b>	<b>1 544,9</b>	<b>1 530,3</b>	<b>1 475,9</b>	<b>-3,6%</b>	<b>-3,7%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	342,7	305,8	272,9	239,6	224,2	222,3	203,6	203,6	0,0%	-15,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	342,7	305,8	272,9	239,6	224,2	222,3	203,6	203,6	0,0%	-15,0%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<b>Encours sain</b>	<b>342,7</b>	<b>305,8</b>	<b>272,9</b>	<b>239,6</b>	<b>224,2</b>	<b>222,3</b>	<b>203,6</b>	<b>203,6</b>	<b>0,0%</b>	<b>-15,0%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>136,0</b>	<b>93,7</b>	<b>79,2</b>	<b>44,7</b>	<b>70,1</b>	<b>55,4</b>	<b>60,5</b>	<b>47,1</b>	<b>-22,1%</b>	<b>5,4%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>2 985,6</b>	<b>2 703,0</b>	<b>3 258,4</b>	<b>4 283,2</b>	<b>4 079,3</b>	<b>4 265,9</b>	<b>4 164,0</b>	<b>3 925,7</b>	<b>-5,7%</b>	<b>-8,3%</b>
<i>dont ECHZE</i>	1 801,7	1 478,4	1 704,9	2 480,4	2 312,4	2 462,6	2 317,6	2 172,9	-6,2%	-12,4%
Créances douteuses brutes	769,7	773,9	513,6	473,4	473,0	470,0	468,8	460,8	-1,7%	-2,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	342,6	327,0	275,7	269,7	271,3	269,9	270,4	266,6	-1,4%	-1,1%
<i>(dt) Entreprises</i>	218,8	206,2	199,2	199,8	200,3	199,5	199,1	198,1	-0,5%	-0,8%
<i>(dt) Ménages</i>	123,8	120,9	76,5	69,9	71,0	70,4	71,4	68,6	-3,9%	-2,0%
<i>Provisions</i>	427,1	446,8	238,0	203,7	201,7	200,1	198,4	194,1	-2,1%	-4,7%
<b>Encours brut total</b>	<b>3 755,4</b>	<b>3 476,9</b>	<b>3 772,0</b>	<b>4 756,6</b>	<b>4 552,3</b>	<b>4 735,9</b>	<b>4 632,9</b>	<b>4 386,5</b>	<b>-5,3%</b>	<b>-7,8%</b>
Taux de créances douteuses	20,5%	22,3%	13,6%	10,0%	10,4%	9,9%	10,1%	10,5%	0,4 pt	0,6 pt
Taux de provisionnement	55,5%	57,7%	46,3%	43,0%	42,7%	42,6%	42,3%	42,1%	-0,2 pt	-0,9 pt

### Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)